

**Séance ordinaire du
jeudi 22 juin 2017**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux mille-dix sept et le vingt-deux juin, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Philippe SAUREL.**

Nombre de membres en exercice : 65

Ressources humaines

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Vincent HALUSKA, Clare HART, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du
Code général des collectivités territoriales :**

Robert COTTE ayant donné pouvoir à Pascal KRZYZANSKI, Cédric DE SAINT JOUAN ayant donné pouvoir à Anne BRISSAUD, Jacques DOMERGUE ayant donné pouvoir à Gérard LANNELONGUE, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Alex LARUE ayant donné pouvoir à Nancy CANAUD, Nicole LIZA ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Séverine SCUDIER ayant donné pouvoir à Fabien ABERT, Patrick VIGNAL ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE.

Absents :

Djamel BOUMAAZ, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Audrey LLEDO.

Ajustement de la délibération fixant les indemnités de fonction des élus

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Les articles L 2123-20 à L2123-24 du Code Général des Collectivités Locales fixent les modalités de mise en œuvre des indemnités de fonction de Maire, d'Adjoint, de conseiller municipal délégué et de conseiller municipal.

La valeur de référence de calcul de ces indemnités est l'indice brut terminal de l'échelle indiciaire de la fonction publique.

Par délibération n° 2014/138 du 24 avril 2014, la Ville de Montpellier a fixé les indemnités de fonction des élus en faisant référence à l'indice brut terminal de la fonction publique en vigueur à cette date, soit 1015 au 6 avril 2014.

L'indice brut terminal de l'échelle indiciaire de la fonction publique ayant évolué à compter du 1^{er} janvier 2017, il convient d'apporter un ajustement sur ce point à la délibération n° 2014/138 du 24 avril 2014.

La référence à l'indice 1015 est supprimée, seule étant maintenue la référence réglementaire à « l'indice brut terminal de l'échelle indiciaire de la fonction publique » qui permettra l'actualisation de facto des évolutions ultérieures de cet indice.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De modifier la délibération n°2014/138 du 24 avril 2014 afin de supprimer la référence à l'indice 1015 qui n'est plus en vigueur ;
- De prévoir l'inscription au budget du personnel des dépenses correspondantes.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 61 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Philippe SAUREL

Publiée le : 23 juin 2017

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20170622-4767-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 29/06/17
Réception en Préfecture : 29/06/17

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.